

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 127
N° 24

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 11
no Atete 1978

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne 100 fr. Les mêmes renouvelées : la ligne 40 fr. Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne 70 fr.
Prix d'un exemplaire	100	120	150	130	180	
Abonnement : six mois	1.200	1.440	1.800	1.560	2.160	
un an	2.200	2.680	3.400	3.000	4.120	

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 1139
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

	Pages
1978 29 juin Arrêté ministériel relatif au concours sur épreuves professionnelles pour l'accès au grade de secrétaire en chef de préfecture. (J.O.R.F. du 12 juillet 1978, page 5408).	729
19 juil. Décret n° 78-764 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1er juin 1978. (J.O.R.F. du 20 juillet 1978, page 2884).	730

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ARRETE MINISTERIEL du 29 juin 1978 *relatif au concours sur épreuves professionnelles pour l'accès au grade de secrétaire en chef de préfecture.*

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-493 du 22 juin 1967, modifié par le décret n° 74-838 du 27 septembre 1974, relatif au statut particulier des secrétaires en chef de préfecture ;

Vu le décret n° 73-910 du 20 septembre 1973 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1968 fixant les modalités du concours sur épreuves professionnelles pour l'accès au grade de secrétaire en chef de préfecture, modifié par l'arrêté du 22 mars 1971 ;

Vu l'arrêté du 30 mars 1978 autorisant l'ouverture d'un concours sur épreuves professionnelles pour l'accès au grade de secrétaire en chef de préfecture ;

Sur la proposition du directeur général de l'administration,

Arrête :

Article 1er.— Le concours sur épreuves professionnelles pour l'accès au grade de secrétaire en chef de préfecture, autorisé par l'arrêté du 30 mars 1978 susvisé, aura lieu le mercredi 8 novembre 1978.

Le nombre de postes offerts aux candidats est fixé à soixante-douze.

Art. 2.— Les épreuves se dérouleront dans les centres d'examen suivants :

A.— Métropole.

Ajaccio.	Metz.
Angers.	Montpellier.
Arras.	Nancy.
Bastia.	Nantes.
Besançon.	Nice.
Bordeaux.	Orléans.
Caen.	Paris.
Clermont-Ferrand.	Poitiers.
Dijon.	Quimper.
Grenoble.	Rennes.
Laon.	Rouen.
Lille.	Saint-Etienne.
Limoges.	Strasbourg.
Lyon.	Toulouse.
Marseille.	Tours.

B.— Départements d'outre-mer.

Basse-Terre.	Fort-de-France.
Cayenne.	Saint-Denis-de-la-Réunion.

Les centres ci-dessus énumérés ne seront ouverts que si leur création est justifiée par un nombre suffisant de candidats.

Des centres supplémentaires pourront toutefois être créés en fonction du nombre et de la répartition géographique des candidats, notamment à Abidjan, Alger, Brazzaville, Dakar, Djibouti, Dzaoudzi, Fort-Lamy, Mata-Utu, Moroni, Nouakchott, Nouméa, Ouagadougou, Papeete, Rabat, Tananarive, Tunis et Yaoundé.

Art. 3.— Les demandes de candidatures, établies sur papier libre, devront parvenir au plus tard le 6 octobre 1978, à 18 heures :

Au ministère de l'intérieur (direction générale de l'administration, direction des personnels et des affaires politiques, sous-direction des personnels, bureau de recrutement, de la formation et des stages), 4, rue Cambacérès, 75800 Paris, s'il s'agit de candidats en fonctions à Paris ;

Au service du personnel de la préfecture du lieu de fonctions ;

Aux chefs de territoire ou représentants diplomatiques, pour les candidats résidant outre-mer ou à l'étranger.

Art. 4.— Le directeur général de l'administration est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1978.

Pour le ministre et par délégation :

Le sous-directeur des personnels,

Jean CHASSAGNE.

DECRET n° 78-764 du 19 juillet 1978 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1er juin 1978. (Voir avis page 732).

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre du budget,

Vu le décret n° 74-652 du 19 juillet 1974 relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, modifié notamment par le décret n° 76-596 du 6 juillet 1976, le décret n° 77-575 du 7 juin 1977 et le décret n° 78-620 du 7 juin 1978 ;

Le Conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1er.— Les dispositions des articles 2 et 5 du décret susvisé n° 74-652 du 19 juillet 1974 modifié sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 2.

Le traitement annuel défini à l'article 22 de l'ordonnance du 4 février 1959 afférent à l'indice 100 et soumis aux retenues pour pension est fixé à 12.897 F à compter du 1er juin 1978.

Article 5.

Les traitements annuels correspondant aux indices nouveaux majorés figurent au barème B ci-annexé applicable au 1er juin 1978.

Art. 2.— Le décret n° 78-620 du 7 juin 1978 portant majoration au 1er juin 1978 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat est abrogé à compter du 1er juin 1978.

Art. 3.— Le Premier ministre, le ministre de la défense, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 19 juillet 1978.

Valéry GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Raymond BARRE.

Le ministre de la défense.

Yvon BOURGES.

Le ministre du budget,

Maurice PAPON.

Le secrétaire d'Etat

auprès du Premier ministre,

Jacques DOMINATI.

BAREME B

Traitements bruts annuels soumis aux retenues pour pensions à compter du 1^{er} juin 1978.

INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.
143	18 443	177	22 828	211	27 213	245	31 598	279	35 983	313	40 368
144	18 572	178	22 957	212	27 342	246	31 727	280	36 112	314	40 497
145	18 701	179	23 086	213	27 471	247	31 856	281	36 241	315	40 626
146	18 830	180	23 215	214	27 600	248	31 985	282	36 370	316	40 755
147	18 959	181	23 344	215	27 729	249	32 114	283	36 499	317	40 884
148	19 088	182	23 473	216	27 858	250	32 243	284	36 627	318	41 012
149	19 217	183	23 602	217	27 986	251	32 371	285	36 756	319	41 141
150	19 346	184	23 730	218	28 115	252	32 500	286	36 885	320	41 270
151	19 474	185	23 859	219	28 244	253	32 629	287	37 014	321	41 399
152	19 603	186	23 988	220	28 373	254	32 758	288	37 143	322	41 528
153	19 732	187	24 117	221	28 502	255	32 887	289	37 272	323	41 657
154	19 861	188	24 246	222	28 631	256	33 016	290	37 401	324	41 786
155	19 990	189	24 375	223	28 760	257	33 145	291	37 530	325	41 915
156	20 119	190	24 504	224	28 889	258	33 274	292	37 659	326	42 044
157	20 248	191	24 633	225	29 018	259	33 403	293	37 788	327	42 173
158	20 377	192	24 762	226	29 147	260	33 532	294	37 917	328	42 302
159	20 506	193	24 891	227	29 276	261	33 661	295	38 046	329	42 431
160	20 635	194	25 020	228	29 405	262	33 790	296	38 175	330	42 560
161	20 764	195	25 149	229	29 534	263	33 919	297	38 304	331	42 689
162	20 893	196	25 278	230	29 663	264	34 048	298	38 433	332	42 818
163	21 022	197	25 407	231	29 792	265	34 177	299	38 562	333	42 947
164	21 151	198	25 536	232	29 921	266	34 306	300	38 691	334	43 076
165	21 280	199	25 665	233	30 050	267	34 435	301	38 820	335	43 205
166	21 409	200	25 794	234	30 179	268	34 564	302	38 949	336	43 334
167	21 538	201	25 923	235	30 308	269	34 693	303	39 078	337	43 463
168	21 667	202	26 052	236	30 437	270	34 822	304	39 207	338	43 592
169	21 796	203	26 181	237	30 566	271	34 951	305	39 336	339	43 721
170	21 925	204	26 310	238	30 695	272	35 080	306	39 465	340	43 850
171	22 054	205	26 439	239	30 824	273	35 209	307	39 594	341	43 979
172	22 183	206	26 568	240	30 953	274	35 338	308	39 723	342	44 108
173	22 312	207	26 697	241	31 082	275	35 467	309	39 852	343	44 237
174	22 441	208	26 826	242	31 211	276	35 596	310	39 981	344	44 366
175	22 570	209	26 955	243	31 340	277	35 725	311	40 110	345	44 495
176	22 699	210	27 084	244	31 469	278	35 854	312	40 239	346	44 624

BAREME B (suite)

INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} juil. 1976.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.
347	44 753	423	54 554	499	64 356	577	74 416	655	84 475	733	94 535
348	44 882	424	54 683	500	64 485	578	74 545	656	84 604	734	94 664
349	45 011	425	54 812	501	64 614	579	74 674	657	84 733	735	94 793
350	45 140	426	54 941	502	64 743	580	74 803	658	84 862	736	94 922
351	45 268	427	55 070	503	64 872	581	74 932	659	84 991	737	95 051
352	45 397	428	55 199	504	65 001	582	75 061	660	85 120	738	95 180
353	45 526	429	55 328	505	65 130	583	75 190	661	85 249	739	95 309
354	45 655	430	55 457	506	65 259	584	75 318	662	85 378	740	95 438
355	45 784	431	55 586	507	65 388	585	75 447	663	85 507	741	95 567
356	45 913	432	55 715	508	65 517	586	75 576	664	85 636	742	95 696
357	46 042	433	55 844	509	65 646	587	75 705	665	85 765	743	95 825
358	46 171	434	55 973	510	65 775	588	75 834	666	85 894	744	95 954
359	46 300	435	56 102	511	65 904	589	75 963	667	86 023	745	96 083
360	46 429	436	56 231	512	66 033	590	76 092	668	86 152	746	96 212
361	46 558	437	56 360	513	66 162	591	76 221	669	86 281	747	96 341
362	46 687	438	56 489	514	66 291	592	76 350	670	86 410	748	96 470
363	46 816	439	56 618	515	66 420	593	76 479	671	86 539	749	96 599
364	46 945	440	56 747	516	66 549	594	76 608	672	86 668	750	96 728
365	47 074	441	56 876	517	66 677	595	76 737	673	86 797	751	96 857
366	47 203	442	57 005	518	66 806	596	76 866	674	86 926	752	96 986
367	47 332	443	57 134	519	66 935	597	76 995	675	87 055	753	97 114
368	47 461	444	57 263	520	67 064	598	77 124	676	87 184	754	97 243
369	47 590	445	57 392	521	67 193	599	77 253	677	87 313	755	97 372
370	47 719	446	57 521	522	67 322	600	77 382	678	87 442	756	97 501
371	47 848	447	57 650	523	67 451	601	77 511	679	87 571	757	97 630
372	47 977	448	57 779	524	67 580	602	77 640	680	87 700	758	97 759
373	48 106	449	57 908	525	67 709	603	77 769	681	87 829	759	97 888
374	48 235	450	58 037	526	67 838	604	77 898	682	87 958	760	98 017
375	48 364	451	58 165	527	67 967	605	78 027	683	88 087	761	98 146
376	48 493	452	58 294	528	68 096	606	78 156	684	88 215	762	98 275
377	48 622	453	58 423	529	68 225	607	78 285	685	88 344	763	98 404
378	48 751	454	58 552	530	68 354	608	78 414	686	88 473	764	98 533
379	48 880	455	58 681	531	68 483	609	78 543	687	88 602	765	98 662
380	49 009	456	58 810	532	68 612	610	78 672	688	88 731	766	98 791
381	49 138	457	58 939	533	68 741	611	78 801	689	88 860	767	98 920
382	49 267	458	59 068	534	68 870	612	78 930	690	88 989	768	99 049
383	49 396	459	59 197	535	68 999	613	79 059	691	89 118	769	99 178
384	49 524	460	59 326	536	69 128	614	79 188	692	89 247	770	99 307
385	49 653	461	59 455	537	69 257	615	79 317	693	89 376	771	99 436
386	49 782	462	59 584	538	69 386	616	79 446	694	89 505	772	99 565
387	49 911	463	59 713	539	69 515	617	79 574	695	89 634	773	99 694
388	50 040	464	59 842	540	69 644	618	79 703	696	89 763	774	99 823
389	50 169	465	59 971	541	69 773	619	79 832	697	89 892	775	99 952
390	50 298	466	60 100	542	69 902	620	79 961	698	90 021	776	100 081
391	50 427	467	60 229	543	70 031	621	80 090	699	90 150	777	100 210
392	50 556	468	60 358	544	70 160	622	80 219	700	90 279	778	100 339
393	50 685	469	60 487	545	70 289	623	80 348	701	90 408	779	100 468
394	50 814	470	60 616	546	70 418	624	80 477	702	90 537	780	100 597
395	50 943	471	60 745	547	70 547	625	80 606	703	90 666	781	100 726
396	51 072	472	60 874	548	70 676	626	80 735	704	90 795	782	100 855
397	51 201	473	61 003	549	70 805	627	80 864	705	90 924	783	100 984
398	51 330	474	61 132	550	70 934	628	80 993	706	91 053	784	101 112
399	51 459	475	61 261	551	71 062	629	81 122	707	91 182	785	101 241
400	51 588	476	61 390	552	71 191	630	81 251	708	91 311	786	101 370
401	51 717	477	61 519	553	71 320	631	81 380	709	91 440	787	101 499
402	51 846	478	61 648	554	71 449	632	81 509	710	91 569	788	101 628
403	51 975	479	61 777	555	71 578	633	81 638	711	91 698	789	101 757
404	52 104	480	61 906	556	71 707	634	81 767	712	91 827	790	101 886
405	52 233	481	62 035	557	71 836	635	81 896	713	91 956	791	102 015
406	52 362	482	62 164	558	71 965	636	82 025	714	92 085	792	102 144
407	52 491	483	62 293	559	72 094	637	82 154	715	92 214	793	102 273
408	52 620	484	62 421	560	72 223	638	82 283	716	92 343	794	102 402
409	52 749	485	62 550	561	72 352	639	82 412	717	92 471	795	102 531
410	52 878	486	62 679	562	72 481	640	82 541	718	92 600	796	102 660
411	53 007	487	62 808	563	72 610	641	82 670	719	92 729	797	102 789
412	53 136	488	62 937	564	72 739	642	82 799	720	92 858	798	102 918
413	53 265	489	63 066	565	72 868	643	82 928	721	92 987	799	103 047
414	53 394	490	63 195	566	72 997	644	83 057	722	93 116	800	103 176
415	53 523	491	63 324	567	73 126	645	83 186	723	93 245	801	103 305
416	53 652	492	63 453	568	73 255	646	83 315	724	93 374	802	103 434
417	53 780	493	63 582	569	73 384	647	83 444	725	93 503	803	103 563
418	53 909	494	63 711	570	73 513	648	83 573	726	93 632	804	103 692
419	54 038	495	63 840	571	73 642	649	83 702	727	93 761	805	103 821
420	54 167	496	63 969	572	73 771	650	83 831	728	93 890	806	103 950
421	54 296	497	64 098	573	73 900	651	83 960	729	94 019	807	104 079
422	54 425	498	64 227	574	74 029	652	84 088	730	94 148	808	104 208
				575	74 158	653	84 217	731	94 277	809	104 337
				576	74 287	654	84 346	732	94 406	810	104 466

AVIS

En application du décret n° 78-764 du 19 juillet 1978 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, la valeur mensuelle brute du point d'indice majoré des traitements servis en Polynésie française, compte tenu du coefficient de majoration (2,08) est de 406,45 FCP à compter du 1er juin 1978.

Papeete, le 27 juillet 1978.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Supplément au Code des Impôts Directs

(Mis à jour au 31 décembre 1975).

Prix : 250 francs.

Budget - Exercice 1978

1.600 frs l'exemplaire.

Affiche

relative à la Loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons.

Prix : 120 francs.

Textes

relatifs à l'intégration dans la fonction publique métropolitaine.
(Corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française)

La brochure : 100 francs.

Classifications professionnelles

des travailleurs du bâtiment des travaux publics et de l'industrie

(Arrêté n° 125 TLS du 10 janvier 1973
publié au J.O.P.F. n° 2 du 31 janvier 1973)

Prix : 80 francs.

Barème des salaires des fonctionnaires

Prix : 1.500 francs.

Nomenclature générale des actes professionnels

des Médecins, Chirurgiens, Spécialistes,
Chirurgiens-Dentistes et Sages-Femmes

(Arrêté n° 200 AA/S du 29 janvier 1969)

Prix : 200 francs.

Convention Collective du Commerce

Prix : 120 francs.

Tarif des impôts directs et taxes assimilées

La brochure : 240 francs

Statistiques Douanières

Année 1976.

Prix : 800 francs.

Code du travail

(Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952)

(Edition mise à jour au 31 décembre 1974)

Prix de la brochure 1.000 francs.

Code des investissements de la Polynésie française

Année 1977

Prix : 120 francs.

Réglementation

des loyers des locaux à usage commercial et artisanal
et des locaux à usage professionnel

(Délibérations n° 71-110 et 71-111 du 12 juillet 1971
publiées au J.O.P.F. du 15 septembre 1971).

Prix : 100 francs.